

La Belgique ne veut pas que la "Jungle" repousse sur son sol

• Les autorités françaises veulent évacuer une partie de la "Jungle" de Calais.

• L'évacuation du camp, suspendue à une décision de justice, aurait pour effet de disperser les migrants.

• La Belgique rétablit les contrôles à la frontière française.

Les contrôles d'identité s'effectuent aussi en gare

Reportage Louise Vanderkelen

A la sortie de l'autoroute A16 en direction de La Panne, la bretelle de sortie est encombrée. Cinq policiers ont été chargés de contrôler tout véhicule venant de France et se dirigeant vers la station de la Côte belge.

Les conducteurs sont ainsi invités à ouvrir leur coffre afin de montrer patte blanche. Tous les véhicules sont concernés: les camions de livraison qui souhaitent rejoindre l'Angleterre mais aussi les voitures familiales.

Contrôles maintenus jusqu'à nouvel ordre

Ces agents, venus de Bruxelles, ont reçu l'ordre de venir renforcer la sécurité à la frontière franco-belge. *"Nous sommes là depuis ce matin, mais nous ne savons pas encore quand notre journée se terminera"*, ironise l'un des policiers. *"Nous ne savons pas non plus si une patrouille viendra nous remplacer. Nous ne sommes pas au courant de grand-chose"*, continue-t-il, tout en jetant un coup d'œil dans le coffre d'une voiture.

Ce renforcement des mesures de sécurité survient après la demande du gouverneur de Flandre-Occidentale, Carl Decauwé (CD&V), de mettre en place des contrôles autour de La Panne et ce, à la suite du démantèlement prévu d'une partie du camp de migrants surnommé la "Jungle" à Calais. Le gouverneur craint en effet un afflux massif de migrants vers la Belgique, ces derniers souhaitant pour la plupart rejoindre l'Angleterre via le port de Zeebrugge.

Le ministre de l'Intérieur, Jan Jambon (N-VA), a ainsi déclaré mardi que 250 à 290 policiers de la police fédérale et lo-

cale seront déployés afin de mettre en place des contrôles systématiques qui se tiendront jusqu'à nouvel ordre. Le ministre souhaite ainsi éviter l'installation de camps comme celui de la "Jungle".

Ces contrôles visent également les bus qui permettent de relier Calais à La Panne, en passant par Dunkerque. Des bus très souvent empruntés par les migrants. Les agents de police opèrent alors un contrôle des papiers de tous les passagers. *"S'ils n'ont pas de papiers, ils sont envoyés au commissariat où ils recevront un ordre de quitter le territoire"*, explique l'un des agents.

La gare de La Panne, haut lieu de contrôles

Ces contrôles d'identité ne semblent pas se cantonner aux seules entrées et sorties d'autoroutes. Dans le hall de la gare de La Panne, un groupe de cinq réfugiés afghans attend calmement le train pour Bruxelles. Pourtant, peu après leur arrivée, deux policiers font leur apparition dans la gare pour un effet de surprise. Après avoir répondu aux questions des agents, les réfugiés ont été emmenés pour être interrogés au commissariat de police.

Cette situation, Isaq, un Afghane de 28 ans, l'a connue lundi. Mais, aujourd'hui, il est de retour à la gare de La Panne. Accompagné de quatre amis, il explique avoir tenté lundi d'acheter des tickets de train afin de se rendre à Gand. Dépité, il raconte que le sous-chef de gare, après lui avoir vendu cinq tickets de train pour la somme de 64,5€, a directement appelé la police pour signaler leur présence. Quelques minutes plus tard, ils se retrouvaient tous au commissariat, où leur interrogatoire a duré une bonne partie de la nuit. *"Nous avons dormi dehors, il faisait très froid"*, explique Isaq.

Déterminé à se rendre à Gand, il tente de nouveau sa chance au guichet et

achète de nouveau cinq tickets. La transaction effectuée, le sous-chef de gare n'attend pas une seconde pour composer, sous leur yeux, le numéro de la police et signaler leur présence en gare. Il en profite également pour glisser à l'oreille du contrôleur que ce dernier devra accueillir dans son train cinq migrants si la police n'arrive pas à temps. *"Le train doit partir dans dix minutes, j'espère que la police arrivera bientôt"*, observe le contrôleur, qui confirme par ailleurs l'existence d'une collaboration entre la police et le personnel de la gare de La Panne.

La SNCB sous le joug de la police

De son côté, la SNCB confirme. *"Depuis le mois de juin, les chefs et sous-chefs de toutes les gares de Belgique ont l'obligation de signaler à la police la présence de réfugiés dans leur bâtiment"*, confirme Nathalie Piérard, porte-parole de la SNCB. Et ce, à la suite d'*"actes de vandalisme commis par les migrants. Comme des portes fracturées, afin d'accéder aux prises électriques et de recharger les téléphones"*.

N'ayant pas l'autorité pour procéder à des contrôles d'identité, les responsables SNCB sont ainsi libres d'évaluer s'ils ont face à eux des réfugiés. *"Ils n'y a pas de critères établis pour les reconnaître mais souvent, ils n'ont pas de tickets. Ou alors ils ont des tickets spéciaux qui leur ont été donnés par la Croix-Rouge ou par Fedasil"*, rétorque la porte-parole.

A en croire Nathalie Piérard, les mesures de sécurité risquent de se renforcer de nouveau autour de la gare de La Panne. *"Le démantèlement d'une partie du camp de Calais nous amènera peut-être à renforcer d'autant plus ces mesures, comme celle d'augmenter le nombre de policiers en gare ou le nombre d'agents de sécurité Sécurail."*

100

MILLIARDS D'EUROS PERDUS

Une étude du Parlement européen, relayée par "De Standaard", estime à 100 milliards d'euros le coût annuel probable de la restauration des contrôles frontaliers au sein de la zone Schengen de libre circulation des personnes.

Epinglé

Marche européenne. Une large coalition de collectifs et d'initiatives citoyennes organise la marche européenne pour les droits des réfugié(e)s, le 27 février 2016 dans vingt-huit pays et plus de cent villes. A Bruxelles, le rassemblement se fera à 13h30 à l'Esplanade de la gare du Nord, et l'initiative est soutenue par un grand nombre d'organisations.

Hollande et Valls forcés de gérer la crise avec doigté

Bernard Delattre
Correspondant permanent à Paris

L'Etat freiné dans ses élans. La préfète du Nord-Pas-de Calais avait fait sensation en prenant un "arrêté d'expulsion d'office" des occupants de la zone méridionale du campement dit de "la Jungle", à Calais. Ses occupants avaient jusqu'à mardi, 20 heures, "pour rejoindre les dispositifs d'hébergement mis en place par l'Etat". A défaut, ils seraient expulsés manu militari et leurs abris démolis. La justice, toutefois, a mis le holà à l'opération. Saisie en référé par une dizaine d'associations humanitaires, elle a pris le temps d'examiner le dossier mardi. Tant qu'elle n'a pas statué – ce mercredi ou d'ici à la fin de la semaine –, l'Etat est contraint de patienter.

L'exécutif avait-il senti le vent tourner? Ces derniers jours, en tout cas, il a spectaculairement changé de ton, sur la question. Dorénavant, il ne parle d'ailleurs plus d'évacuation policière forcée, mais de "mise à l'abri de personnes vulnérables". Mardi, Manuel Valls lui-même a insisté surtout sur la nécessité d'"apporter une réponse humanitaire" à la crise. "Ce n'est pas parce qu'il y

a un arrêté d'évacuation que la force publique va être employée", a assuré, dans la foulée, la préfète de région. Auparavant, le ministre de l'Intérieur avait promis que les autorités privilégiées "à chaque instant le dialogue, la

persuasion et l'information des migrants", plutôt que le recours à la force à leur rencontre.

Une opinion à prendre en compte

Cette inflexion est à mettre en rapport avec l'état de l'opinion sur cette question, qui ne donne pas totalement les coudées franches au pouvoir. L'exaspération contre ce campement est à son comble, dans le Calaisis? Au niveau du pays, une majorité de Français (60%) reste hostile à l'accueil de migrants? Oui mais, sur ce sujet très clivant, les sympathisants de gauche – et socialistes en particulier – réclament, eux, davantage d'humanité.

A l'approche des présidentielles de 2017, François Hollande veille à ne tout de même pas braquer trop son électorat naturel, déjà fameusement bousculé par la déchéance de nationalité pour les terroristes et par des deux derniers projets en date de réformes social-libérales, relatives au Code du travail et à l'indemnisation du chômage.

En outre, deux précédents d'évacuation de campements invitent l'exécutif à la prudence, dans sa communication autour de l'événement.

Deux précédents à ne pas réitérer

Lui qui voit déjà sa politique globale tant amalgamée par la gauche à celle de Nicolas Sarkozy ne peut réitérer l'opération d'évacuation quasi-militaire de "la Jungle", que l'ex-président mena à

Calais, en 2009 (plusieurs centaines d'interpellations). Une "opération de ratisage", un "spectacle cruel et obscène", avait alors dénoncé la gauche – dont le PS. L'équipe Valls doit d'autant plus y mettre les formes qu'en juin dernier, déjà, à Paris, des évacuations musclées de campements (élus et journalistes bousculés, etc.) avaient, à gauche, choqué au-delà des cercles "frondeurs" et protestataires habituels.

Enfin, parmi la société civile qui, ces derniers jours, se mobilise en faveur des migrants, on compte nombre de personnalités et groupements traditionnellement à gauche. Dont le soutien risque de manquer en 2017, si cette crise n'est pas gérée avec doigté.

"Nous refusons de réduire la France à des barbelés et des bulldozers."

260 PERSONNALITÉS ET ASSOCIATIONS

Jugent que l'évacuation du camp ne fera "que déplacer et aggraver" le problème.

L'évacuation ne résoudra rien

POURQUOI ÇA NE SERT À RIEN

Ce qu'il risque de se passer, comme à la fermeture de Sangatte, comme quand Eric Besson a fait démanteler la jungle afghane de 2009 – à quelques centaines de mètres de l'actuelle: les migrants vont s'éparpiller, entrer dans l'errance. Ça a déjà commencé. Depuis des mois que la frontière calaisienne s'est durcie, les migrants regardent les horaires des ferrys de Dieppe, Cherbourg, Caen-Ouistreham, sur leur smartphone, tentent leur chance à Zeebrugge, ou font des allers-retours dans les autres jungles de la région, comme à Norrent-Fontes ou à Steenvoorde.

Partout dans ces villes, il y a des petites jungles. Les migrants ont la possibilité d'aller dans les conteneurs blancs de la jungle – entrée sur empreinte de la paume de la main, pas de possibilité de cuisiner –, où il reste

200 places, ou dans les centres d'accueil et d'orientation, créés partout en France, où ils peuvent "réfléchir" et demander l'asile. Soit 800 places pour "800 à 1 000 personnes" dans "la zone sud" de la jungle, selon la préfecture.

D'après l'Auberge des migrants et Help the Refugees, ils sont 3 450, dont environ 300 mineurs non accompagnés, et 90 mineurs qui ont de la famille au Royaume-Uni. Le compte n'y est pas, mais l'Etat assure qu'on fera de la place pour tous. Il sait que les exilés ont pour but le Royaume-Uni et que 800 places, c'est beaucoup.

Enfin, en admettant que tous ces gens quittent Calais pour demander l'asile en France, que va-t-il se passer avec les nouveaux venus? Les migrants continueront de venir et de s'échouer dans le nord de la France. Dans d'autres jungles, dans des squats. Mais toujours là.

Michel Henry, Haydée Saberan (à Lille),

Sonia Delesalle-Stopler (à Londres) © Libération

POURQUOI ILS NE VEULENT PAS RESTER EN FRANCE

D'abord, ils veulent travailler: une France à plus de 10 % de chômage n'est pas attractive. Le système britannique leur semble plus souple et prometteur – ils espèrent souvent y retrouver des proches déjà installés, alors qu'en France, beaucoup restent isolés, sans réseau pour des jobs. Et ils en ont tellement bavé pour arriver jusque-là, pendant des mois voire des années de galère sur les routes et les mers, qu'ils ne vont pas abandonner si près du but.

Ensuite, la procédure pour obtenir l'asile dans

l'Hexagone est longue et contraignante: elle implique de longs mois, parfois des années, sans pouvoir travailler et sans accéder à un logement pourtant prévu par la loi, les structures d'accueil étant insuffisantes.

Enfin, les réfugiés sentent bien l'ambiance anti-migrants. Ils ne sont pas les bienvenus, comme le Premier ministre, Manuel Valls, le leur rappelle. La France ne crée pas les conditions pour qu'ils restent, et fait tout pour qu'ils ne viennent pas.

POURQUOI LE ROYAUME-UNI EST SI ATTRACTIF

Avec un taux de chômage à 5,2 %, le taux le plus bas depuis dix ans, un marché du travail très flexible, la perspective de trouver un emploi, même mal payé et peu qualifié, est attrayante. La majorité des migrants viennent pour travailler (43 %) ou étudier (36 %). Seuls 17 % cherchent à rejoindre au Royaume-Uni un membre de leur famille, selon The Migration Observatory de l'université d'Oxford. L'anglais est également un facteur: beaucoup de candidats à l'exil l'ont appris comme seconde langue et pourront plus facilement s'intégrer.

Parallèlement, le système éducatif joue un rôle important. Le Royaume-Uni était en 2013 le pays accueillant le plus d'étudiants internationaux après les Etats-Unis. Enfin, il y a les connexions fa-

miliales ou culturelles, notamment avec certains pays du Commonwealth. Il existe au Royaume-Uni une forte communauté érythréenne installée depuis les années 70 et 80. Les réseaux déjà en place facilitent l'installation. Les Erythréens sont la première communauté de réfugiés au Royaume-Uni, devant les Pakistanais et les Syriens, selon le Bureau des statistiques britannique.

Cependant, le système des allocations n'est pas forcément plus généreux qu'ailleurs en Europe. Pour un demandeur d'asile, la seule aide perçue est d'environ 35 livres (45 euros) par semaine, le temps que la demande d'asile soit examinée (six à dix-huit mois). Un demandeur d'asile n'a pas le droit de travailler et reçoit un logement provisoire.